



Le Lien

Union
syndicale
Solidaires

Journal des Retraités

Sud Rail

N°68-Décembre 2017

Editorial

SOS PLANÈTE TERRE

Pour la nouvelle année 2018 qui se profile, nous aurions aimé apporter de bonnes nouvelles, mais la situation impose un cri d'alerte et de colère. Hélas il nous faut encore parler du réchauffement climatique, car la situation empire d'année en année, et elle est en passe de nous échapper.

Le bilan 2017 concernant l'état de notre planète est édifiant : la saison cyclonique a vu défiler aux Caraïbes dix ouragans en dix semaines, sans compter celui qui s'est égaré (en catégorie 3 sur 5 quand même !) sur l'Europe atlantique. Les gigantesques feux de forêt ont dévasté la Californie, le Portugal et l'Australie. La production vinicole 2017 sera la pire en Europe depuis 1945. En cause : la chaleur et le cumul d'années sèches. La période 2001/2017 concentre à elle seule 16 des 17 années les plus chaudes jamais enregistrées.

Ce constat accablant fait froid dans le dos (il faut garder un peu d'humour). La réalité du changement climatique n'est plus niée par personne sauf par quelques pantins au service des multinationales ou le fou furieux qui mène à sa perte le pays le plus pollueur du monde. Plus personne ne doute que l'homme et sa folie consumériste n'en soit le principal responsable : la

teneur en CO₂ dépasse actuellement les 400 parties par millions (ppm), avec une courbe toujours ascendante, alors qu'il faudrait qu'elle redescende à 350 ppm pour espérer tenir l'objectif de limitation du réchauffement global à 1,5°C. D'ailleurs plus personne ne croit à cette galéjade : pour ne pas crever le plafond des 2°C il faudrait réduire nos émissions de 6% par an, soit une division par 2 tous les dix ans. C'est hors de propos en continuant notre mode de vie actuel. Les dernières projections parlent d'un réchauffement probable de 3,5°C minimum d'ici la fin du siècle, autant dire que nos enfants survivront sur une planète infernale où l'eau sera l'enjeu majeur. Des millions de personnes seront –au mieux– déplacées suite à la montée des océans et à l'épuisement des cultures, d'où des risques de guerre, voire d'effondrement.

La fin des civilisations a déjà eu lieu dans les siècles passés suite à des catastrophes écologiques : citons l'île de Pâques comme cas d'école. Plus près de nous, l'île pacifique de Nauru a vu son état passer d'opulent à catastrophique en seulement 30 ans, vu l'épui-

sement des phosphates qui constituaient sa seule ressource. Mais aujourd'hui, à cause de la mondialisation et de l'ampleur affolante du réchauffement, le risque effondrement civilisationnel à l'échelle planétaire est hélas bien réel.

Face à ce défi inouï dans l'histoire de l'humanité, beaucoup se réfugient dans le déni, d'autres sont frappés de sidération. Nos politiques font comme s'il ne se passait rien, s'auto congratulant dans des mascarades genre COP 21 (la COP 23 aura au moins permis de remettre les pieds sur terre). Notre ministre de l'écologie continue d'avaloir des couleuvres au rythme d'un vivarium entier par semaine, et les mauvais coups (reculs sur le glyphosate ou

le nucléaire) continuent, ce qui va, par la perte de biodiversité et l'épuisement des ressources, accentuer la fuite en avant. L'homme a oublié qu'il vivait sur une seule planète, et que le mythe de la croissance infinie, encouragé par le capitalisme mondialisé, avec notre complicité consumériste, ne pourrait que le conduire à sa perte, de même que celle des autres espèces et écosystèmes dont il est interdépendant.

Oui, le crime contre l'écologie est un crime contre l'Humanité, et il est plus que temps de secouer nos politiques qui ne veulent rien changer. Il nous faut, en tant que citoyens, revoir radicalement nos habitudes de consommation, quels que soient les efforts exigés, car si nous continuons, nous en subissons très rapidement des conséquences incalculables. L'urgence de la situation justifie de plus une désobéissance civile face à ceux qui massacrent toujours plus notre bien commun.

Certes, comme message de vœux de nouvel an il y a mieux, mais c'est de notre devoir de militants d'énoncer lucidement les problèmes pour essayer de changer le cours des choses. Et si ce cri d'alarme permet une prise de conscience, ce sera pour nous le plus beau cadeau pour les futures années.

L'éboulement mortel qui a ravagé un village des Alpes suisses le 23 août a été provoqué par le réchauffement climatique



Vie de la liaison 7 Décembre : une belle journée de fraternité et de solidarité !

Jeudi 7 décembre une fois de plus nous avons testé la robustesse de l'édifice qui héberge notre Fédération ! En effet, ce jour-là avait lieu le repas de fin d'année de la Liaison Na-



tionale des Retraités SUD-Rail et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ont de la voix nos anciens ! Pour ces agapes annuelles, l'édition 2017 fera référence car nous avons officié à guichet fermé : 120 participants (capacité maximale de la salle) venant de 19 structures différentes. Soit 10% de l'ensemble des adhérents retraités ! Et, pour une fois nous avons réussi à canaliser les envies de prendre le bar d'assaut et à capter l'attention de l'assistance pour écouter, le mot d'accueil de la Liaison, l'intervention du Bureau Fédéral ainsi que celle de l'inter-syndicale des travailleurs du nettoyage des gares de Paris Nord en grève depuis 36 jours venus nous exposer les raisons du conflit. Puis vint

l'heure de l'apéritif et enfin celle de passer à table pour partager ce grand moment de convivialité et d'amitié mais aussi... le cassoulet délicieusement mijoté par nos amis toulousains :

Bernard et Didier ainsi que François.

Ce fut une journée qui passa tellement vite ! Alors que sa préparation fut si longue et si laborieuse ! Mais l'équipe de bénévoles

qui n'a pas ménagé son énergie pour vous offrir ces belles retrouvailles remercie chaleureusement tous ceux qui ont contribué à cette réussite. Notamment vous toutes et tous venus parfois de loin malgré les rigueurs de l'hiver. Merci aussi pour votre générosité et votre solidarité exprimées par les achats et dons effectués auprès du stand Burkina Faso (plus de 1 000 €

collectés). Ils permettront de mener à son terme le programme de construction de classes au village de Kouaré mais aussi le démarrage de nouveaux projets que nous vous présenterons en détail prochainement. Vous avez été nombreux également à verser à la caisse de solidarité aux travailleurs du nettoyage en grève qui a rapporté 1500 €.

Malgré les difficultés d'organisation c'est une joie immense pour les organisateurs de vous avoir reçu et visiblement nous étions bien ensemble. Autant d'encouragements pour récidiver dès que possible ! La Liaison Nationale des Retraités vous souhaite de très bonnes fêtes de fin d'année et que 2018 nous donne l'énergie suffisante pour mener à bien les luttes nécessaires pour bousculer notre monde qui va si mal.

Bonne Année 2018 à toutes et à tous !



Il nous a quittés.

La liaison retraités a le regret de vous annoncer que notre camarade, PACAL DAUVEL militant depuis de nombreuses années au syndicat SUD Rail de Normandie est décédé ce vendredi 10 novembre 2017. Il se battait depuis plusieurs mois contre



la maladie qui a malheureusement eu raison de lui. Nous adressons nos condoléances à sa famille et à ses amis.

Un choix, pas un oubli !

Les médias français n'ont pas annoncé le décès, le 10 avril dernier, de Jeannette Guyot à 97 ans qui a sauvé des dizaines d'enfants, d'hommes et de femmes, en leur faisant passer la ligne de démarcation. Officier de liaison du Colonel Rémy, elle œuvre dans le maquis pour préparer le débarquement risquant l'arrestation par la Gestapo. Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre avec Palmes, Cross of the American Distinguished Service (DSC), British George medal, et officier de l'ordre du British Empire (sous le nom de Gauthier). Pas un mot à la radio, à la télé dans les journaux ici, seuls les Britanniques se souviennent et la citent dans leur presse. Bizarre cette amnésie. A opposer à la médiatisation autour de l'ex-citoyen belge parti s'exiler en Suisse pour ne pas payer ses impôts. Il y a quelque chose d'indécent vous ne trouvez pas ?

Rédaction

Anne Bennot
Daniel Boule
Didier Chaissac
Michel Jacquin
Gilles Le Loupp
Eric Marchiando
Bernard Meuyre
Anne Rasse
Hervé Terrand
Michel Valadier

La stratégie du chaos

Le chaos, c'est, dans la mythologie grecque, ce qui existait avant la création. En français moderne, cela signifie désordre, confusion, bouleversement. Et, sous le règne de l'empereur Emmanuel 1^{er}, la stratégie du chaos, c'est tirer tous azimuts, tout casser en même temps, les normes sociales, environnementales, politiques, le tout pour le seul et unique bénéficiaire du Dieu Finance. A la SNCF, cette véritable guerre de démolition est appliquée avec zèle par le général Pépy, l'homme qui ne sait pas exploiter un réseau ferré mais qui sait très bien exploiter ses employés (et escroquer ses « clients »). Certes, cette politique du vide ne date pas d'hier, mais elle entre maintenant dans sa phase la plus active, qui ne vise ni plus ni moins qu'à détruire un des derniers services publics et le statut de ses salariés.

Pour les usagers, cela se traduit par une dégradation sans précédent des conditions de transport : on ne compte plus les trains supprimés, au moindre prétexte : accidents de personne, pannes, feuilles mortes, neige, fortes chaleurs, gel, vent. Les autocaristes sont sur les dents, ils n'arrivent plus à fournir assez de bus de substitution au moindre aléa climatique. La réduction de l'offre, c'est aussi la suppression massive des guichets (évidemment tout le monde a Internet, et les derniers réfractaires n'ont qu'à disparaître). Les billets on les achète à prix d'or directement chez soi, voilà la société solidaire et collective du XXI^e siècle, au chemin de fer comme ailleurs ! Le maquis tarifaire n'a d'égal que la jungle des horaires au jour le jour... quand les trains roulent ! De plus, le rapport de l'ARAFER qui doit être dévoilé en janvier prochain poursuit la casse du réseau : 30% des lignes ferroviaires sont sur la sellette, et à ce service d'hiver, de nouvelles dessertes comme Oyonnax-St Claude, Charleville-Hirson, rejoignent la longue liste des services supprimés. Ce que les rapports Nora, Guillaumat et consorts n'ont pas entièrement réussi à faire, le tandem Macron-Pépy s'y est attelé avec constance.

De même, et toujours au nom de la sacro-sainte « rentabilité » les liaisons TGV voient également leur voilure se réduire : diminution des sillons (trop chers, merci les directives euro-

péennes). Dans la même logique, pour « optimiser » au mieux la rotation des rames, nos grands visionnaires envisagent la suppression des dessertes terminales TGV pour les remplacer par des TER (trains ou bus !) : adieu les TGV directs Sedan, St Dié, Valenciennes, Lannion, Les Sables d'Olonne, Arcachon ou Hyères, sur des lignes parfois spécialement électrifiées à grand frais pour ces seuls TGV !

Quant aux TER, après une relative période d'opulence, l'heure des coupes sombres a sonné : sur les seules lignes jugées pertinentes, massification des dessertes de matinée/soirée ; en heures creuses, le bus. Il suffit pourtant de franchir les frontières suisses ou allemandes pour trouver sur chaque ligne d'un réseau dense, un omnibus à chaque heure, durant toute la journée ! Et ne parlons pas des parents pauvres, les TET (Trains d'Equilibre du Territoire) de plus en plus menacés, ou des trains de nuit : il n'en reste en tout et pour tout que deux en sursis (Briançon et Rodez-La Tour de Carol). Même la desserte nocturne de Nice a disparu !

Cette stratégie du chaos vise bien évidemment aussi les cheminots, qui reçoivent de plein fouet la destruction massive de leur outil de travail, induisant des baisses d'effectifs record. Et ce ne sont pas les restructurations annoncées pour 2018 qui vont redresser la barre : à titre d'exemple, la suppression du grand dépôt de Paris-Sud-Est, relégué au rang de simple annexe de Lyon, promu « établissement-traction de l'axe Sud-Est », laisse un seul établissement de conducteurs de Paris à Menton !!! Autre cas, la mort lente de l'établissement-matériel Charente-Périgord, avec à la clé des suppressions de postes massives : bien entendu, les contractuels, de plus en plus nombreux en proportion de l'effectif, en paieront le prix fort. Mais ce tsunami social va tellement loin que des plans sociaux ne sont plus exclus, avec licenciement économique de cheminots au statut. On en est là ! De toute manière, le statut est lui aussi menacé de destruction, avec l'éclatement programmé d'une entre-

prise déjà scindée en trois EPIC. De même, l'ouverture à la concurrence des TER va entraîner des transferts de pans entiers de cheminots aux régions, et bien entendu à leurs conditions. Voici venu le temps de l'insécurité sociale pour nos camarades actifs, en attendant celui de la fin de notre caisse de prévoyance bien malmenée par la réduction du nombre de cotisants.

Bref l'avenir est tout sauf joyeux, et il ne faudrait surtout pas croire que les retraités soient à l'abri. D'une part, en tant qu'utilisateurs des transports ils subiront eux aussi la réduction de l'offre ferroviaire. Mais ils seront également victimes de la privatisation, et la carte de circulation risque fort de ne plus servir à grand-chose dans les années futures, ce qui, lié à la baisse des pensions au 1^{er} janvier, fera du mal au pouvoir d'achat.



Nous sommes donc tous concernés par cette stratégie mortifère, en tant qu'actifs comme retraités, et surtout en temps que citoyens. Nous sommes tous victimes d'un véritable chaos politique dans notre pays, qui a permis de tomber de Charybde en Scylla à chaque élection présidentielle, pour finir par élire... un banquier ! Jusqu'où descendrons-nous dans la régression sociale avant de réagir tous ensemble comme nos anciens ont su le faire ? A la stratégie du chaos, répondons par celle du KO : rendons coup pour coup à ces gens indignes de gouverner un pays ou de gérer un réseau ferroviaire. Si les actifs se révoltent (car ce sont eux qui ont le poids de la lutte en bloquant la production) nous, retraités, serons à leurs côtés pour les épauler !

Sur la souffrance au travail à la SNCF

Éliane Patriarca, journaliste pigiste a mené une enquête à la SNCF sur la souffrance au travail. Elle a interviewé des cheminots, des syndicalistes, des assistantes sociales, psychologues du travail mais aucun dirigeant de la SNCF n'a accepté de la recevoir, malgré plusieurs demandes. Voici un résumé de l'article qui vient de paraître dans la revue Santé & Travail d'octobre 2017.

Depuis 2015, la SNCF qui a engagé une restructuration en prévision de la fin du monopole ferroviaire, met à mal la grande famille des cheminots. Explosion de la sous-traitance, multiplication de filiales, course à la compétition pour devenir le leader européen, l'entreprise publique, dans ses objectifs de rentabilité et de mise en concurrence, a dégradé considérablement les conditions de travail des salariés, suscitant de la souffrance et provoquant une augmentation des suicides. Son découpage en trois EPIC fait que les cheminots s'y perdent. La holding SNCF pilote le regroupement des services transversaux (service médical, DRH, ...), SNCF Réseau gère les infrastructures et SNCF Mobilités transporte les voyageurs et le fret. Ce dernier étant ouvert à la concurrence depuis 2006, le trafic international depuis 2009, les TGV le seront en 2020, les TER et Intercités en 2023. Des cas de burn-out ou de dépression chez les cheminots sont signalés par des assistantes sociales et des psychologues. « Les agents sont épuisés et inquiets, perdus dans les multitudes de filiales et des multiples réorganisations, ils ne connaissent plus leur supérieur hiérarchique direct ! » témoigne cette assistante sociale de Bourg-en-Bresse. Plus d'un millier de filiales ont été créées. L'objectif de ce démantèlement, d'après les syndicats, est la fin du statut du cheminot. La SNCF juge qu'il entrave sa compétitivité et du coup elle réduit au fil des ans le nombre de ses bénéficiaires en confiant

leur travail à des sous-traitants. on est passé de 178 000 cheminots en 2003 à 148 000 en 2016. Guillaume Pépy se flattait même fin 2016 d'un « gain annuel de productivité de 2 %, supprimant jusqu'à 2500 postes de cheminots tous les ans ». Les effectifs



ont été tellement réduits que la maintenance curative (élagage des arbres, débroussaillage, déneigement ...) est abandonnée. « Avant, un passage à niveau était contrôlé tous les ans ; désormais c'est tous les 4 ans » note Julien Troccaz de Sud-Rail Chambéry. La SNCF passe non seulement des marchés avec ses filiales qu'elle met en compétition avec l'entreprise publique mais demande aussi aux cheminots de transmettre leurs compétences à ces sous-traitants. Dépossédés alors de leur métier, miné par le sentiment du travail mal fait, les cheminots souffrent d'une crise identitaire importante. Comme cette cadre d'une agence commerciale lyonnaise, en dépression depuis un an, faute de trouver un sens à son travail. Alors qu'elle recherchait les meilleures solu-

tions pour l'usager, la consigne maintenant est de tenter faire payer le plus cher possible. « Remplacer des rails, renouveler le ballast ... Tout est fait par les entreprises sous-traitantes. Souvent, le travail est mal fait, on est obligés de repasser derrière », ex-

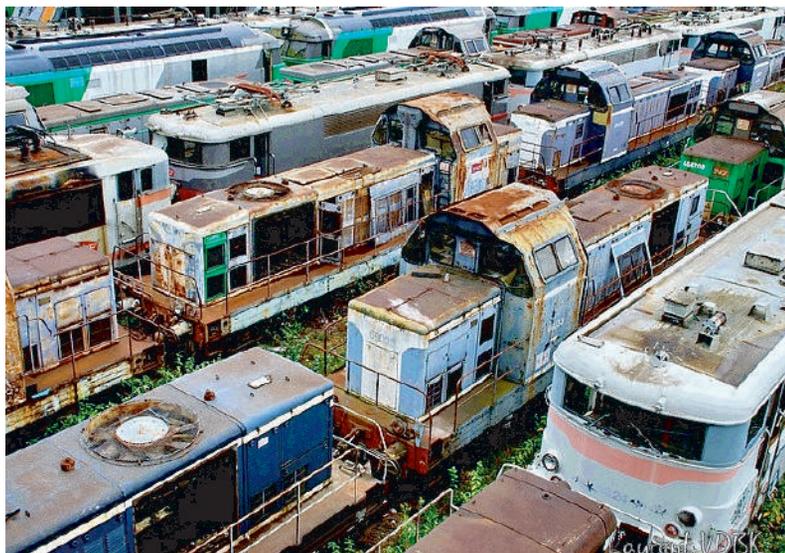
plique un cheminot depuis 40 ans dans l'entreprise.

Les syndicats dénoncent l'altération des conditions de travail des cheminots, leur détresse face aux nouvelles façons de travailler qui ne prend pas en compte la sécurité et un management répressif, fonctionnant sur la peur, qui cible les plus faibles, les plus âgés, les râleurs, syndicalistes en tête. Deux d'entre eux se sont suicidés ces derniers mois, d'autres sont en grande souffrance, victimes parfois de sanctions disciplinaires contestées devant les tribunaux ou obligeant l'Inspection du travail à mettre fin à ces méthodes. Les relations sociales sont tendues et peu propices à

une analyse sereine des suicides au travail. « La SNCF n'est plus dirigée par des ingénieurs mais par des gestionnaires qui ignorent la réalité du travail ! ». Le déraillement de Brétigny-sur-Orge en 2013 qui a fait 7 morts et de nombreux blessés en est un exemple flagrant qui résulte d'un entretien défaillant et avait été repéré comme dangereux par les cheminots. Avant, les agents de la voie faisaient systématiquement « la tournée », vérifiant manuellement éclisses et aiguillages mais les équipes ont été réduites et leur parcours a doublé ou triplé !

Les élus du personnel sont sur le qui-vive. Suite à l'hospitalisation en février 2017 d'un cheminot de 57 ans sur le secteur de Bourg-en-Bresse, de la « brigade voie », le CHSCT de

l'Ain a lancé une procédure d'alerte qui a duré 3 semaines car les agents avaient besoin de parler. En avril, les 4 syndicats représentatifs (CGT, UNSA, SUD et CFDT) déclenchent



une procédure d' « alarme sociale » car le 1^{er} trimestre est marqué par un nombre important de drames, d'accidents et de suicides. Entre 2008 et 2015, les arrêts maladie augmentent de 8 % tandis que les effectifs baissent de 6 %. Les syndicats mettent en cause « l'organisation de la production et une ambiance favorisant répression et pressions managériales » et demandent une réunion immédiate à l'entreprise qui répondra le 26 mai ! Pour elle, la situation ne s'est pas aggravée par rapport aux années précédentes et elle met en avant le dispositif de soutien et de prévention

interne : une cellule de psychopathologie du travail joignable 24h/24, un réseau de médecins et 10 000 managers formés à la sécurité. A l'occasion d'un CNHSCT (Comité National

d'Hygiène, de sécurité et des conditions de travail) en juin, elle accepte de discuter des risques psychosociaux et propose 3 mesures : une étude d'impact des projets de réorganisation,

une action de sensibilisation des managers et la création d'une commission permanente de discussion mais refuse de parler de l'organisation du travail ou des restructurations permanentes. Sollicitée à plusieurs reprises durant l'enquête, la direction de l'entreprise n'a jamais répondu comme elle ne s'est jamais intéressée aux tentatives de suicide, ni à la souffrance au travail dénoncée par F. Bègue, psychologue du travail à la SNCF. Elle refuse de fournir des chiffres sur les suicides. Les dernières données datent de 2011 où 9 suicides étaient signalés pour le 1^{er} trimestre. Entre

2007 et mai 2011, soit en 4 ans et 4 mois, 40 suicides seulement (dont 14 dans les entreprises ferroviaires et 26 à l'extérieur) ont été recensés par la DRH alors que les syndicats ont recensé 10 suicides en 2012 et 10 au cours du seul 1^{er} semestre de cette année. « Avec l'explosion de la sous-traitance, la grande famille des cheminots, avec sa solidarité collective est finie ! » note Julien Troccaz.

Est-ce inéluctable ?

Depuis début novembre les Cartes Grises doivent être faites par Internet. Suite à un bug informatique c'est la pagaille. On peut passer par un organisme payant qui fait payer son service bien sûr. Et comment vont faire toutes les personnes âgées qui ne sont pas branchées. Macron et sa bande se moquent des anciens chaque jour un peu plus. A force d'accumuler la colère il y aura bien un retour de bâton un jour !!!

En ré-autorisant le glyphosate, l'Union Européenne prépare les cancers de nos enfants !

Monsanto voulait 15 ans de plus. Finalement, ce sera 5 ans. Lundi 27 novembre, les États membres ont donc ré-autorisé le glyphosate, l'herbicide phare de Monsanto, classé cancérigène probable par l'OMS, jusqu'en 2022. Une prolongation votée in extremis, ce malgré les révélations des Monsanto Papers, malgré la pétition européenne qui a récolté 1,3 million de soutiens, et malgré une résolution du Parlement européen demandant son interdiction progressive... Certes la France s'y est opposée. Mais l'Allemagne a tout fait basculer en passant de l'abstention au « pour », alors que Monsanto, en voie d'être racheté par Bayer, s'appête à devenir une entreprise allemande... L'agriculture française et européenne, sera-t-elle vraiment désintoxiquée du glyphosate d'ici 2022 ? D'ici là nous subirons la pollution dans les terres agricoles, dans l'air que nous respirons et dans les fruits et légumes que nous et nos enfants consommons.

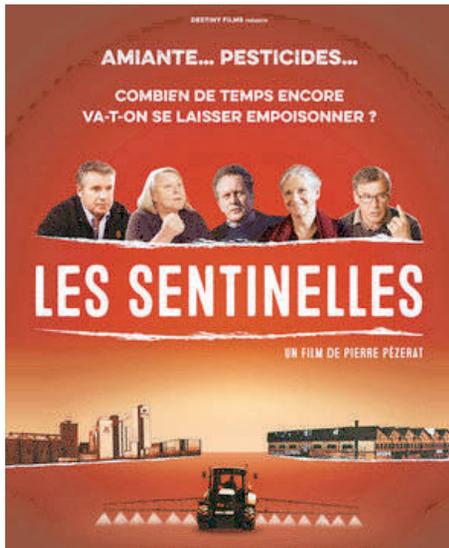
Cf Télérama

Ah, bon, il faut payer le train ?

C'est ce que s'est publiquement demandé l'ancien ministre de Mitterrand et ex-député du Calvados Louis Mexandeau, pris sans titre de transport dans le train Caen-Paris. Il n'était soi-disant pas au courant que dorénavant, les anciens députés, eussent-ils comme lui cumulé 30 ans de mandats, n'ont plus droit à la gratuité à vie à la SNCF (enfin une mesure qui va dans le bon sens !) Pourtant, nul n'est censé ignorer la loi, surtout quand on a occupé si longtemps un poste dans la représentation nationale. Mais le plus grave, c'est qu'au lieu de faire profil bas, notre vieux soldat a crié au scandale : il aurait été verbalisé comme un vulgaire resquilleur, et il trouve bien évidemment injuste cette mesure qui le rabaisse au rang de citoyen ordinaire, oui, de ceux qui payent leurs billets de train ! Cela prouve à quel point nos élus ou ex-élus se sentent au-dessus des lois et déconnectés des réalités du bas-peuple qu'ils sont pourtant censés représenter, écouter, et défendre. Belle mentalité, et bien entendu il n'est pas le seul à ne penser qu'à son portefeuille. C'est peut-être un mec sans dos, mais sûrement pas sans culot. Gonflé, le mec !

2 films militants à voir absolument

« *Les Sentinelles* » film documentaire de Pierre Pézerat.



Josette Roudaine et Jean-Marie Birbès étaient des ouvriers en contact avec l'amiante. Paul François, agriculteur a été intoxiqué par un pesticide de Monsanto, le Lasso. Henri Pezerat, chercheur au CNRS, a marqué leur vie en les aidant à se battre pour que les crimes industriels ne restent pas impunis.

Si pour l'amiante le combat de tous a fini par permettre la reconnaissance de la maladie professionnelle, et donc leur indemnisation, il n'a pas encore, chez nous, permis de condamner les respon-

sables au pénal. Les grands patrons d'Eternit and Co s'en tirent très bien : responsables mais pas coupables ! Pour les pesticides tout reste à faire. Et pourtant c'est clairement la prochaine catastrophe sanitaire à l'horizon ! On peut aller sur le site : <https://www.les-sentinelles.org/> pour connaître les projections programmées et prendre contact si vous désirez en organiser chez vous. Le film peut être suivi de débat avec le réalisateur, des acteurs...



« *L'usine de rien* » de Pedro Pinho

« Au Portugal comme en Europe, nous éprouvons aujourd'hui un sentiment d'impuissance face au manque de perspectives et de discours politiques adaptés à ce qui se joue réellement. » Pedro Pinho

L'Usine de rien part de là.

Le film fait coexister avec brio le documentaire, la fiction et la comédie musicale. C'est un film aussi audacieux qu'accessible qui emmène le spectateur dans un voyage visionnaire et réaliste.

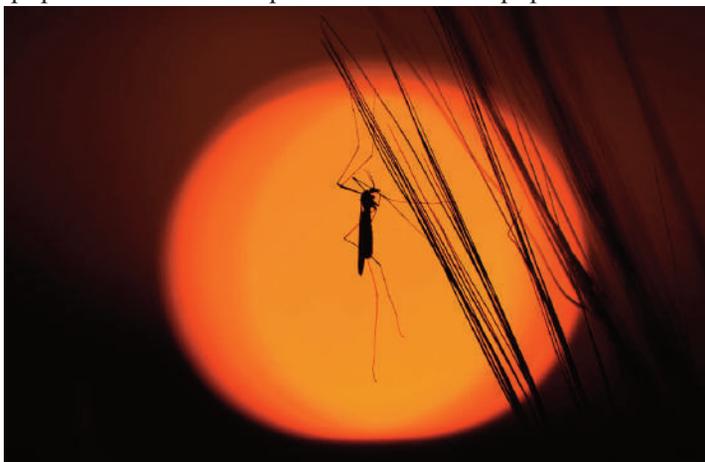
Il relève de la prouesse en abordant la complexité de la situation économique actuelle de façon anti-théorique, poétique et profondément originale !

Une nuit, des travailleurs surprennent la direction de cette usine d'ascenseurs portugaise, en train de la vider de ses machines. Pour empêcher la délocalisation de la production, ils décident d'occuper les lieux.

À leur grande surprise, la direction se volatilise laissant au collectif toute la place pour imaginer de nouvelles façons de travailler dans un système où la crise est devenue le modèle de gouvernement dominant.

Les insectes volants sont au bord d'une catastrophe imminente

Nous n'avons plus de pare-brise de voiture ou de locomotive obstrué par les insectes en été comme il y a 30 ans. La cause : 73 % de la population des insectes volants a disparu en 27 ans en Allemagne. Et la situation est similaire ailleurs en Europe. Les pratiques agricoles et les pesticides en seraient les principaux responsables. C'est ce que constate une



étude publié par *Le Monde*. Le peuple de l'herbe souffre en silence. Si discret soit le monde des insectes, il n'en reste pas moins capital pour l'équilibre de

l'écosystème, « l'entomofaune » est un maillon essentiel de la chaîne alimentaire. En moins de 30 ans, c'est donc près de 80 % de la population des in-

sectes qui aurait disparu en Allemagne, et si le cas des abeilles domestiques était déjà connu, c'est une catastrophe bien plus large que constatent les cher-

cheurs. En comparaison, sur la même période, le déclin des vertébrés sauvages est estimé à 58 %.

« *Les nouvelles méthodes de protection des cultures sont associées à un déclin général de la biodiversité des plantes, des insectes, des oiseaux et d'autres espèces. Notre analyse permet d'écarter certains facteurs, comme le changement climatique ou la perte de biodiversité végétale, qui sont parfois avancés pour expliquer le déclin des insectes* », détaille M. Goulson (université du Sussex, Royaume-Uni), coauteur de ces travaux. En effet, l'augmentation de la température favorise l'accroissement des populations d'insectes. Or, malgré les changements climatiques, l'équipe a tout de même constaté leur baisse.

Budget 2018 : les mesures annoncées du Président Macron contre les retraités les plus modestes...

L'augmentation de la CSG de 1,7% en 2018 (soit 25% de CSG en plus) va concerner de nombreux retraités qui ont de faibles revenus - nous sommes loin des promesses de campagne concernant l'augmentation du pouvoir d'achat des plus modestes (CF la réponse à l'UNIRS du candidat Macron au moment de la campagne des élections présidentielles).

En effet, à partir de 1398 euros bruts mensuels (soit 1333 euros nets déclarés et 1277 euros nets perçus en 2018*) une personne seule de 60 ans paiera la CSG - et à partir de 1512 euros bruts mensuels (1382 euros nets), pour une personne seule de plus de 65 ans.

Pour les couples, c'est pire encore puisque avec 2145 euros bruts mensuels (1977 euros nets), un couple de retraités ne sera pas exonéré de la CSG : soit, un revenu de 1072,50 euros bruts (net mensuel par part : 988,50 euros). C'est un petit peu plus que l'Allocation



de solidarité aux personnes âgées (ASPA) qui est au maximum de 803,20 euros mensuels (Macron avait promis 900 euros - mais c'est sûrement pour plus tard ?).

Cela signifie que des personnes qui ne paient pas d'impôts parce qu'elles gagnent trop peu (non imposables ou non recouvrables) paieront quand même la CSG.

Pour le Président de la République, les retraités, sont des nantis par excellence. Pourtant, c'est bien aux plus aisés qu'il fait des cadeaux : suppression de l'ISF, baisse de l'impôt sur les

sociétés, plafonnement de l'imposition sur les dividendes à 30% : les riches vont pouvoir continuer à s'enrichir en échappant à la progressivité de l'impôt - enfin, pour ceux qui ne profitent pas des lois fiscales d'évasion, ou de l'indulgence pour les gros fraudeurs fiscaux.

Cette augmentation de la CSG, qui vient en compensation de la baisse progressive annoncée des cotisations sociales des salariés (chômage et maladie), sous le prétexte d'augmenter le pouvoir d'achat, présente de nombreux dangers. En effet, ce sont les cotisations à la Sécurité Sociale et aux différentes Caisses de Retraites qui ouvrent des droits aux salarié-e-s qui les acquittent : remboursement des frais de santé, allocations familiales et sociales, pension... Ces prestations ne peuvent donc pas être présentées comme des coûts, puisqu'elles sont le résultat de cotisations volontaires tout au long de la vie active : elles constituent des droits. Les impôts, les taxes, eux, sont des obligations qui normalement concernent tous les citoyens, pour abonder le budget de l'état et faire fonctionner les institutions et services publics. Ils ne donnent aucun droit.

Le danger serait à terme, comme le souhaitent les libéraux, de supprimer toutes les cotisations, et de les remplacer par des contributions (CSG, RDS...). Les prestations sociales dépendent alors du budget de l'Etat, il sera plus facile à celui-ci d'en imposer la baisse pour « boucler » le budget de l'Etat, conduisant les plus modestes vers les minima sociaux, et les plus aisés à souscrire des assurances privées (et avec un peu de « chance », les cotisations à ces assurances seront déductibles des revenus afin de ne pas désespérer les « créa-

teurs de richesses » ... comme ce fut le cas pour les plans d'épargne retraite de Sarkozy).

Autre démonstration de ces faux cadeaux annoncés : La « suppression » de la Taxe d'Habitation pour 80% des citoyens. Qu'en est-il exactement ?



D'abord, les plus modestes, dont Macron « voulait » augmenter le pouvoir d'achat, ne seront pas

concernés, car ils sont déjà exonérés pour 20% d'entre eux (et 22% bénéficient d'allègements). Le coût de cette mesure pour le budget de l'état, estimé à 10 milliards d'euros en 2020 (date à laquelle elle concernera tous les contribuables), va gravement diminuer les recettes des collectivités, et donc leurs possibilités de redistribution aux plus modestes, justement, par le biais d'infrastructures publiques, de tarifs préférentiels pour les équipements, les transports... Les citoyens les plus modestes sont donc pénalisés deux fois : pas de baisse des charges pour eux, et réduction des aides à prévoir.

Autre conséquence envisageable : la privatisation des secteurs essentiels, ou leur disparition pure et simple.

L'Etat promet de compenser ... Mais peut-on faire confiance à un Etat dont le représentant a si peu de respect pour ses administré-e-s qu'il en parle en termes de : gens de rien, cyniques, fainéants, nantis, « fouteurs de bordel » ... etc. ?

* Le net déclaré, c'est le net perçu chaque mois plus la CSG non déductible (2,4%).

Construction des classes de Kouaré, le compte est bon !

Nous ne sommes pas encore à l'heure du bilan définitif concernant la construction des 3 classes mais au 1er décembre 2017, nous avons réuni les fonds nécessaires pour la dernière phase et ce bâtiment sera construit en 2018 avant la prochaine rentrée scolaire. Notre objectif sera de conclure ce projet en inaugurant l'ensemble de l'infrastructure en janvier/février 2019. Mais nous allons poursuivre nos efforts pour recueillir vos dons qui permettront d'équiper cette classe ainsi que d'autres écoles du village encore sous pailote ou le dispensaire, tout ceci en fonction des sommes recueillies et des besoins réels. Donc restons mobilisés pour permettre à des enfants d'étudier et de vivre dans de meilleures conditions ! Que va-t-on faire après ?



Nous avons un autre projet ambitieux pour le même village pour ne pas se disperser et créer une relation avec ces habitants. Nous étudions la possibilité de construire des forages et d'installer des pompes manuelles dans des zones

retirées où la corvée d'eau porte bien son nom. Evidemment, poursuivre la construc-

tion de classes est important mais les voyages successifs dans cet endroit retiré du Burkina nous a fait comprendre que l'eau est la base de la vie ! Les femmes ou les fillettes qui font 5km plusieurs fois par jour pour assurer l'approvisionnement du foyer, souffrent à longueur d'année de cette situation. Pour améliorer leurs conditions de vie, nous proposerons ce projet courant 2018 d'abord en Bureau Fédéral puis en Conseil Fédéral. L'objectif est de trouver le financement par la Fédération, les Syndicats intéressés et pourquoi pas Solidaires !

Pour l'instant nous sommes au stade de la réflexion sur ce nouveau défi de Solidarité Internationale et les prochains numéros du Lien vous informeront de l'évolution du projet.

En attendant, n'oubliez pas votre petite obole annuelle en établissant un chèque à UFR SUD-Rail avec au dos solidarité Burkina. Merci pour eux !

Linky, HORS DE NOS MURS !

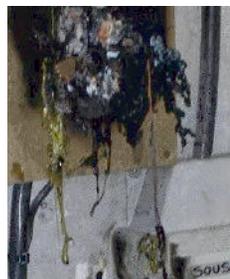
Depuis fin 2015, Enedis (ex-ERDF) impose en France un nouveau compteur d'électricité appelé LINKY. Ce nouveau compteur transmet à distance le relevé de notre consommation au moyen d'ondes électromagnétiques. Il communique dans les deux sens avec un centre de gestion.

Le but ? Se passer de toute intervention humaine, connaître notre consommation en temps réel, intervenir à distance sur nos appareils. Cela induit donc à terme des milliers de suppressions d'emplois (relevés, administratifs, etc.)

Cela permettra également de connaître tous les détails de notre consommation pour les utiliser à des fins commerciales (voire policières) et les vendre aux publicitaires. Linky est un mouchard dans nos foyers !

Cela signifie aussi pouvoir couper d'of-

fice la fourniture de courant à un mauvais payeur, imposer une consommation restreinte aux plus démunis, mais aussi limiter autoritairement la



Compteur ayant brûlé à Toulouse le 27/11/2017

consommation aux moments où la production ne suit plus.

Ce produit est inutile et polluant : 35 millions de vieux compteurs en parfait état de marche, solides et inoffensifs seront remplacés par d'autres, qui coûtent très cher : de 5 à 10 milliards d'€ au niveau national. Qui va payer, sinon

en partie le consommateur ?

Plus grave, cette technologie met notre santé en danger, nous exposant contre notre gré à un surcroît d'ondes électromagnétiques. Les personnes électro-hypersensibles vont encore déguster, et les autres subir une surdose de rayonnement magnétique déjà conséquente avec les portables, la wifi, etc. Sans compter que des cas de dérèglements d'appareils électroménagers consécutifs à Linky ont déjà été signalés. Et ne parlons pas des possibles piratages !

Bref, refuser Linky est un acte citoyen responsable. Rappelons que les compteurs électriques n'appartiennent ni aux particuliers, ni à EDF, mais aux communes, qui peuvent prendre des arrêtés interdisant leur pose pour toutes les raisons évoquées ci-dessus. Et si le compteur est chez vous, il suffit de ne pas ouvrir la porte à l'installateur !

Exploitation minière au Burkina Faso : Comment Glencore exporte du Burkina à la fois du zinc et ses bénéfices

Fausse déclarations, évasions fiscales, corruption, achats de conscience, pressions judiciaires ..., ainsi se dépeint le secteur minier au Burkina Faso à en croire les auteurs d'un article paru dans *Le Monde* s'appuyant sur le cas de la mine de Zinc de Perkoa située à 135 km à l'ouest de Ouagadougou.

Sanctuaires offshore :

Lorsque la mine a été inaugurée, en 2013, elle semblait porter la promesse d'une vie meilleure pour Perkoa. Mais rien n'est venu. Alors que les villageois luttent contre la faim et la pauvreté et protestent contre les nuisances causées par la mine, des conférences en Suisse et aux Bermudes et dans d'autres sanctuaires offshore travaillaient à sortir des millions de dollars de cette petite nation africaine dont le nom signifie « pays des Hommes intègres ».

Les documents obtenus par la *Süddeutsche Zeitung* et partagés avec le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et ses 96 partenaires, dont *Le Monde*, comprennent des contrats de vente de plusieurs millions de dollars, des décisions du conseil d'administration, des budgets et des courriels. Ces « Paradise Papers » révèlent comment Glencore, l'un des plus gros négociants de métaux, d'huile et de céréales au monde, a effectué des paiements secrets, s'est battu contre des poursuites judiciaires dans des pays à court d'argent et a cherché à réduire sa facture fiscale dans le monde entier grâce au cabinet d'avocats Appleby.

Lorsque le gisement de zinc de Perkoa a été découvert, dans les années 1980, le chef du village a dit aux premiers propriétaires de la mine : « Quand vous empruntez une marmite à quelqu'un pour préparer le dîner, ne la rendez pas vide », une expression burkinabè qui veut dire « ne nous oubliez pas ».

Près de deux décennies et une succession de sociétés minières plus tard, les relations se sont détériorées en raison des hauts et des bas de l'industrie minière. Les prix du zinc ont chuté de 70% en 2007, année où Bantou Mining a pris le contrôle de la mine. Les acti-

vités de Bantou ont été temporairement suspendues en 2008 jusqu'à la remontée des prix. Aujourd'hui, la mine est le principal producteur de zinc du pays, envoyant chaque année 720 000 tonnes de concentré, une fine poussière grise, au Canada ou en Espagne. Le zinc est un matériau le plus souvent utilisé comme un revêtement anticorrosion.

De l'esclavage en miniature :

« C'est comme de l'esclavage en miniature, dit à l'ICIJ un employé qui souhaite garder l'anonymat. Ce qui fait mal, c'est de voir la quantité de zinc produite à Perkoa. Et puis je vois comment nous vivons et travaillons. Ça n'a aucun sens. » Glencore a déclaré à l'ICIJ que ses salaires et avantages sociaux étaient « parmi les meilleurs de l'industrie minière au Burkina ». « Nous rejetons totalement les allégations selon lesquelles la main-d'œuvre



de Bantou Mining a été soumise à des « conditions qui ressemblent à de l'esclavage », affirme le groupe.

Les villageois se plaignent de ce qu'ils appellent la paupérisation croissante de Perkoa : des arbres fruitiers près du périmètre de la mine meurent, empoisonnés par des produits chimiques – même s'ils étaient sains, ils sont désormais dans un périmètre où la cueillette est interdite. En plus des conditions de travail et des dommages environnementaux, les villageois ont accusé en mai 2015 Bantou Mining de complicité dans la mauvaise gestion d'une fondation privée, créée pour distribuer des fonds de développement social et dirigée par l'épouse de l'ex-ministre burkinabè des Affaires étrangères. Les

habitants de Perkoa reprochent à la fondation d'avoir peu fait pour aider l'une des régions les plus pauvres du pays, où un enfant sur trois souffre d'un retard de croissance et un sur dix de malnutrition.

Suite aux protestations, le Parlement burkinabè a lancé une commission d'enquête. Son rapport de septembre 2016 a estimé que sept sociétés minières (6 mines d'or et une mine de zinc), dont Bantou, avaient évité de payer au total 36,7 millions de dollars (31,5 millions d'euros) au pays en utilisant une technique comptable qui réduit le revenu imposable de la société. La commission a en outre indiqué que Bantou était la seule mine où des accidents du travail étaient dus à l'absence de vêtements de protection et a relevé que l'entreprise avait versé moins de 250 000 dollars sur les 7 millions qu'elle devait au Fonds de réhabilitation environnementale du Burkina Faso. « Nous avons été victimes de notre propre naïveté face à ces entreprises très expérimentées, a déclaré à l'ICIJ Ousseni Tamboura, le président de la commission parlementaire. »

Les entreprises ont prospéré, pas le pouvoir d'achat ni les conditions de vie des simples citoyens burkinabè. Des personnalités, des politiques se sont rempli les poches !

L'Etat burkinabè ne possède que 10% de participation dans l'ensemble de ces mines (or, zinc, manganèse). Ne serait-il pas judicieux de nationaliser ces richesses pour développer le pays ?

Les Paradise Papers

Les « Paradise Papers » désignent la nouvelle enquête menée par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et ses 96 médias partenaires, dont *Le Monde*, soit 400 journalistes de 67 pays. Ces révélations s'appuient sur une fuite de documents initialement transmis, en 2016, au quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* par une source anonyme.

Portugal : Un redressement économique et social qui prend l'Union-Européenne à contre-pied

En moins de 2 ans, le Portugal a réduit son déficit budgétaire (2,1% réalisé en 2016, 1,5% prévu en 2017). Pendant ce temps, la France a baissé péniblement à 3,3%. L'Espagne est à 4,5%. Il bénéficie d'une des meilleures croissances de la zone euro et a fait baisser son chômage (14,4% en 2014, sensiblement 9,4% en 2017, 7% prévu en 2019).

Comment ? En inversant la machine avec une politique totalement opposée aux demandes de la Commission européenne.

Depuis novembre 2015, un gouvernement socialiste est au pouvoir au Portugal, soutenu et poussé par une Union des Gauches, composée du Parti Communiste

portugais, des écologistes, et du Bloc de Gauche (gauche radicale). Ce gouvernement a appliqué une politique anti-austérité en totale opposition avec celle pratiquée par le gouvernement précédent, qui avait gelé le salaire minimum et les pensions de retraites, augmenté les impôts et réduit les aides publiques qui avaient fait exploser la précarité et la pauvreté dans le pays. Le gouvernement d'António Costa a donc appliqué les réformes qui avaient été déclarées dans son programme de coalition ; salaire minimum augmenté en 2016, puis de nouveau en 2017 (SMIC de 505€ à 557€), avec baisse des cotisations pour les employeurs (de 23% à 22%). Les pensions de retraites, et les allocations familiales ont été augmentées. Le droit du travail a été renforcé, les impôts des salariés les plus modestes ont été baissés. Ce gouver-



nement a mis un arrêt aux privatisations de services publics. Il est aussi prévu de supprimer les coupes dans les revenus des fonctionnaires et de ramener leur temps de travail à 35 heures.

Ce virage a permis la progression de la croissance du PIB, évaluée pour 2017 à 2,5%, contre 1,9% pour la zone euro et seulement 1,5% pour la France. Pour Le commissaire européen aux affaires économiques Pierre Moscovici "la réduction du déficit au Portugal est durable" et "la croissance

sera probablement supérieure à 2,5% en 2017". Il a malgré tout, tenu à dire au gouver-

nement portugais qu'il faudra veiller à mieux intégrer les chômeurs de longue durée. Cette reprise économique est due au renouveau d'industries orientées à l'export telles que l'automobile, les chaussures et le textile. La hausse des revenus redonne confiance aux investisseurs et aux entreprises. Le tourisme est revitalisé. Le pays est devenu l'un des meilleurs élèves de la classe sur ce sujet, tandis que la France ou l'Espagne ne le sont toujours pas...

Depuis 2008, les pays du sud de l'Europe n'ont pas réussi à sortir la tête de l'eau : Déficit budgétaires, chômage très élevé, précarité... Les prêts du FMI, sous l'égide de la BCE et de la Commission européenne pour « aider ces pays » à payer leurs dettes sont tous accompagnés d'obligations de baisse des dépenses publiques, de

gels de salaires des fonctionnaires, des pensions de retraite, de la baisse des prestations sociales. Mais aussi avec des réformes réduisant les droits des salariés. La Grèce, l'Italie ou l'Espagne ont effectué ces réformes sans succès. Le chômage reste à plus de 11% en Italie et de 18,7% en Espagne.

Le FMI avait déjà confirmé en 2016, à propos de la Grèce, que "l'austérité ne fonctionnait pas". Pourtant, il préconise toujours le désengagement financier social des Etats et la privatisation de leurs infrastructures et services.

L'exemple portugais peut être un espoir de changement des Etats de la zone euro affectés par la crise alors que le modèle économique allemand est contesté pour ses effets sociaux négatifs.

Le Portugal applique donc une politique économique et sociale connue au sein de la zone de l'Euro. Au vu de ses résultats et de la vitesse à laquelle ils ont été acquis, le Portugal a la solution : ne pas suivre la ligne dictée par la Commission européenne.

40 millions d'esclaves

C'est le nombre de personnes réduites en esclavage dans le monde, dont 1/4 d'enfants, selon une étude menée en 2016 : le travail forcé concerne 25 millions d'entre elles et le mariage contraint 15 millions. Macron fait mine de le découvrir alors que la France est en partie responsable de cette situation car en instituant avec l'Europe un « mur » en bordure nord de la Méditerranée, elle permet aux trafiquants de pratiquer cet odieux commerce. Ses récentes déclarations hypocrites n'y changeront rien puisque c'est sa politique.

Le Sport, du pire et du meilleur !

Dans ce 1^{er} article nous allons parler des côtés les plus négatifs du sport. Dans le prochain numéro, nous verrons comment le sport peut être vu positivement lorsqu'il est pratiqué pour se détendre ou se maintenir en forme.

Le sport était une activité très prisée des jeunes hommes libres d'Athènes et des autres villes de Grèce. Il leur permettait de se mesurer dans des compétitions où les vainqueurs n'en tiraient que gloire et honneurs. Les JO modernes ont dévoyé cet esprit comme nous l'avons vu dans le numéro précédent. Aujourd'hui, la plus grande tare du sport est d'avoir introduit l'argent à tous les niveaux.

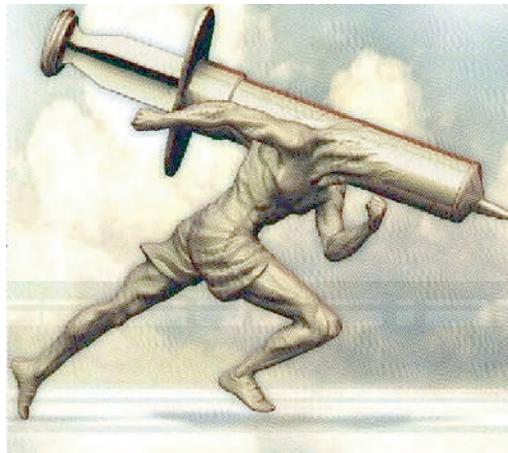
Tout d'abord, ce ne sont plus des sportifs qui s'affrontent mais des marques de toutes sortes à travers eux. Dans la voile par exemple, les bateaux ne sont plus nommés que par la marque de la société qui les sponsorise et le nom du navigateur est occulté. Dans le sport automobile, c'est la marque qui fournit le moteur, ou encore les pneus, ou bien encore la marque de cigarettes. Dans le foot, sport populaire s'il en est, les joueurs ne sont que des hommes-sandwichs porteurs de l'industriel qui a acheté cette page de pub. Les joueurs passent des contrats pour valoriser une

Dans le foot, sport populaire s'il en est, les joueurs ne sont que des hommes-sandwichs...

marque et pour cela ils touchent des sommes colossales. Quant au rugby qui se prévalait de l'amateurisme il a fini par céder, devant la télé et l'argent. En 1995, toute référence à l'amateurisme est supprimée dans les statuts.

Au-delà de la pub et de la possibilité de faire beaucoup d'argent avec, il y a les idées qui sont portées par le sport. Dans les compétitions au niveau international un joueur est autre chose que lui-même, on lui attribue le rôle de porte-drapeau d'un pays. Pas du pays d'où il vient mais de celui qui l'a acheté et l'a fait régulariser. La vente d'humains dans ce cas-là est reconnue et acceptée par tous !!!

Le sport ce peut être aussi des comportements nationalistes, voire même racistes. Des tribunes du PSG déroulant des banderoles avec des slogans racistes ou encore des cris de singe lorsqu'un joueur de couleur touche le ballon, cela s'est vu et même si l'on en parle moins, cela existe encore. Certes, ce n'est pas partout, mais de tels faits arrivent et sont symptomatiques d'un état d'esprit.



Le sport, c'est aussi la sauvagerie des affrontements entre supporters. Bagarres rangées entraînant des blessés envoyés à l'hôpital, c'est tous les weekends. Ces rencontres sont l'occasion de s'enivrer au-delà du raisonnable et d'avoir des comportements dans le stade ou en dehors, dans les transports en commun. Les usagers du métro parisien subissent ces faits lorsqu'il y a des matchs.

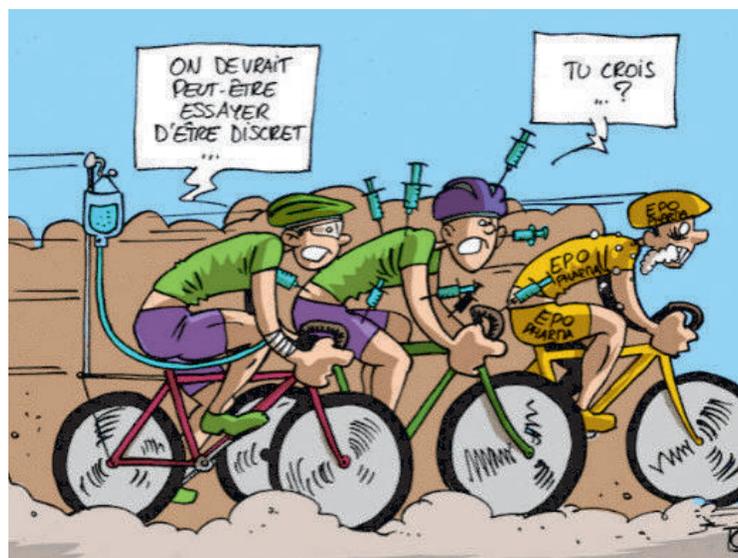
C'est aussi parfois des drames générés par des bousculades et mouvements de foule incontrôlés. En Europe seulement, le Heysel en mai 1985, 39 morts et 600 blessés pratiquement tous en fuyant les hordes déchainées de supporters adverses, à Sheffield en 1989, 96 morts et plus de 800 blessés ou encore à Bastia en

mai 1992, 18 morts et 2357 blessés dans une tribune supplémentaire provisoire qui s'est effondrée sur les spectateurs qui avaient confié leur sécurité à des dirigeants véreux qui avaient vu là un moyen de gagner plus d'argent avec ce match.

Toutes les compétitions devraient être l'occasion de célébrer des performances et le mérite de ceux qui vont au bout de leurs forces pour vaincre. Mais il n'existe plus de compétition où les moyens illicites pour gagner ne font pas partie du jeu. La drogue est partout et les contrôles sont toujours en retard contre ceux qui ont des moyens illimités et des médecins à leur service qui utilisent ces sportifs comme cobayes pour des expériences où parfois la mort est au rendez-vous. L'histoire de Simpson mort au mont Ventoux est loin, le dopage continue partout et dans tous les sports.

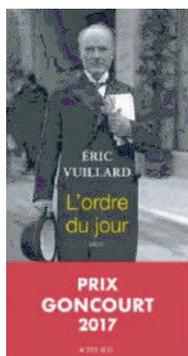
Les stades au cours de l'histoire peuvent être de sinistres lieux de mémoire. De Hitler et ses parades démoniaques au Vel d'hiv de Vincennes où des centaines de juifs furent enfermés après avoir été raflés par la police de Vichy, jusqu'aux stades de Santiago où Pinochet a regroupé les opposants.

D'autres réflexions plus plaisantes vous seront proposées dans le prochain numéro.



Vive la Culture

Cri d'alarme. La librairie indépendante en France est aujourd'hui partout menacée ; les librairies doivent faire face à une baisse de leurs ventes due à la concurrence des grandes surfaces telles que FNAC, Cultura ou encore les hypermarchés. Elles sont pourtant des lieux où l'on peut recevoir des conseils, discuter du livre que l'on vient de lire, ou simplement échanger sur l'actualité culturelle du quartier ou de la ville. **Refusons de donner de l'argent à ceux qui utilisent la culture pour faire du fric et soutenons ces libraires qui nous apportent tant.**

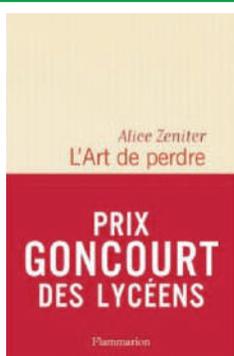


Eric Vuillard L'ordre du jour Ed. Actes Sud

Décrivant des scènes fondatrices ainsi que la mécanique politique et psychologique portée par Hitler, Éric Vuillard montre l'enchaînement qui a mené à la dictature nazie. une invasion de l'Autriche absurdement ralentie par une panne générale des chars allemands, sous les hurlements de rage d'un Hitler fou d'humiliation.

Surtout, on est plongé au cœur d'une réunion, entre les 24 dirigeants des entreprises les plus puissantes d'Allemagne, qui versent en toute bonne conscience, et avec une surprenante docilité, leur contribution à la campagne électorale du parti nazi. Ces puissants capitaines d'industrie, mêlent pour l'éternité les horreurs du nazisme aux noms d'Opel, de Schneider et de Krupp.

Dans un style empreint d'un humour grinçant et marqué par une distance ironique et amère, Vuillard nous rappelle que tous ces tyrans, cruels, inconscients, inhumains, sont avant tout ridicules.



Alice Zeniter L'art de perdre Ed. Flammarion

L'Algérie dont est originaire sa famille n'a longtemps été pour Naïma qu'une toile de fond. Pourtant dans une société française traversée par les questions identitaires, tout semble vouloir la renvoyer à ses origines. Quel lien pourrait-elle avoir avec une histoire familiale qui jamais ne lui a été racontée ?

Ni son grand-père Ali, un montagnard kabyle, mort avant qu'elle ait pu le lui demander, ni Yema, sa grand-mère, dont elle ne connaît pas la langue, ni Hamid, son père, arrivé en France à l'été 1962 dans les camps de transit qui ne parle plus depuis longtemps de l'Algérie de son enfance. Comment faire ressurgir un pays du silence ? Dans une fresque romanesque puissante et audacieuse, Alice Zeniter raconte le destin, entre la France et l'Algérie, des générations successives d'une famille prisonnière d'un passé tenace. Mais ce livre est aussi un grand roman sur la liberté d'être soi, au-delà des héritages et des injonctions intimes ou sociales.



Geneviève Fraisse Du consentement Ed. Seuil

Geneviève Fraisse est philosophe, directrice de recherche au CNRS. Ancienne députée européenne, J'ai longtemps pensé que l'acte de consentir relevait de l'intimité la plus grande, mélange de désir et de volonté dont la vérité gisait dans un moi profond. Le consentement, ... c'est la liberté de choisir, la liberté offerte par notre droit ; et la résistance, la capacité de dire non à un ordre injuste. Car dire " oui ", c'est aussi pouvoir dire " non ", l'âpreté de l'établissement d'un viol nous le rappelle méchamment. J'ai beaucoup cherché à identifier les lieux de l'autonomie des femmes contemporaines. Ce travail sur le consentement m'entraîne, désormais, dans la pensée du lien, du mouvement de l'un vers l'autre des êtres, de chacun des êtres que nous sommes. Par là commence, ainsi, la construction d'un monde."



John Reed, 10 jours qui ébranlèrent le monde Ed. Nada

Dix jours suffirent au peuple pour prendre le pouvoir, dix jours pour que déjà Péetrograd devienne Léninegrad, et la Sainte Russie, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. John Reed, socialiste, correspondant de guerre américain, était là. Il nous a laissé, sur ces journées d'Octobre Rouge qui changèrent la face du monde un reportage unique. Au cours de ces grandes journées d'octobre 1917, il a parcouru en toute liberté la " capitale rouge ", recueilli les analyses des principaux acteurs politiques et écouté le peuple de Petrograd dans les cercles qui se formaient, dès l'aube, sur les places publiques, à la porte des boulangeries, à l'intérieur des casernes. Il reste l'un des témoins les plus proches de la Révolution d'Octobre.

Fédération SUD-Rail Tel : 01.42.43.35.75 federation-sudrail@wanadoo.fr
www.sudrail.fr

Liaison retraité-e-s 17 Bd de la Libération 93200 Saint Denis Tel 01 42 43 99 77
Mail : liaisonretraites@retraitesudrail.org - Blog : www.retraitesudrail.org

